

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

49e ZITTINGSPERIODE

GEWONE ZITTING 1998-1999

HANDELINGEN VAN DE OPENBARE COMMISSIEVERGADERINGEN

24/11/1998

C 675 Buitenlandse Betrekkingen

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

49e LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 1998-1999

ANNALES DES RÉUNIONS PUBLIQUES DE COMMISSION

24/11/1998

C 675 Relations extérieures

Sommaire

Mardi 24 novembre 1998

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES - C 675

Question orale de M. Joseph Arens au ministre des Affaires étrangères sur "la réforme de la politique agricole commune" (n° 1471)

orateurs: MM. **Arens, Derycke**, ministre des Affaires étrangères

Question orale de M. Francis Van den Eynde au ministre des Affaires étrangères sur "la situation alarmante de l'afrikaans dans la nouvelle Afrique du Sud" (n° 1479)

orateurs: MM. **Van den Eynde, Derycke**, ministre des Affaires étrangères

Question orale de M. Alfons Borginon au ministre des Affaires étrangères sur "l'éventualité d'une attaque militaire de l'Irak" (n° 1625)

orateurs: MM. **Borginon, Derycke**, ministre des Affaires étrangères

Question orale de M. Hugo Van Dienderen au ministre des Affaires étrangères sur "la prise de position décevante de la Belgique aux Nations unies concernant les résolutions relatives aux armes nucléaires" (n° 1633)

orateurs: MM. **Van Dienderen, Derycke**, ministre des Affaires étrangères

Inhoud

Dinsdag 24 november 1998

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN - C 675

Mondelinge vraag van de heer Joseph Arens aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de hervorming van het gemeenschappelijk landbouwbeleid" (nr. 1471)

sprekers: de heren **Arens, Derycke**, minister van Buitenlandse Zaken

Mondelinge vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de noodtoestand waarin het Afrikaans zich in het nieuwe Zuid-Afrika bevindt" (nr. 1479)

sprekers: de heren **Van den Eynde, Derycke**, minister van Buitenlandse Zaken

Mondelinge vraag van de heer Alfons Borginon aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de mogelijkheid van een militaire aanval op Irak" (nr. 1625)

sprekers: de heren **Borginon, Derycke**, minister van Buitenlandse Zaken

Mondelinge vraag van de heer Hugo Van Dienderen aan de minister van Buitenlandse Zaken over "het ontgoochelend stemgedrag van België in de Verenigde Naties over kernwapenresoluties" (nr. 1633)

sprekers: de heren **Van Dienderen, Derycke**, minister van Buitenlandse Zaken

COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES

RÉUNION PUBLIQUE DU
MARDI 24 NOVEMBRE 1998

PRÉSIDENCE de
M. Gehlen

La séance est ouverte à 14.35 heures.

COMMISSIE
VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN

OPENBARE VERGADERING VAN
DINSDAG 24 NOVEMBER 1998

VOORZITTER :
De heer Gehlen

De vergadering wordt geopend om 14.35 uur.

Question orale de M. Joseph Arens au ministre des Affaires étrangères sur "la réforme de la politique agricole commune" (n° 1471)

Mondelinge vraag van de heer Joseph Arens aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de hervorming van het gemeenschappelijk landbouwbeleid" (nr. 1471)

Le **président** : La parole est à M. Joseph Arens.

M. **Joseph Arens** (PSC) : Monsieur le président, monsieur le ministre, si je vous interroge autant sur cet Agenda 2000, c'est que son impact sur le monde rural et le monde agricole sera vraiment considérable.

A la suite de la communication de la Commission européenne sur l'Agenda 2000, au sommet européen de Luxembourg en décembre dernier, et des propositions législatives de la Commission en mars de cette année, les négociations concernant la réforme de la PAC ont véritablement commencé. Le Conseil agriculture des 19 et 20 octobre a permis de faire le point dans un rapport qui, lors du Conseil européen de décembre, devrait aboutir à l'adoption des grandes orientations afin de permettre de finaliser l'ensemble de la réforme en mars 1999.

J'ai interrogé le ministre en février dernier, à un moment où les négociations n'avaient pas véritablement commencé et où la Belgique n'avait pas encore adopté de position définitive. Depuis, les négociations européennes semblent ne pas évoluer

énormément, ce qui, à l'instar de la conclusion du Traité d'Amsterdam, comporte le risque que le dossier soit réglé politiquement au plus haut niveau, dans la précipitation et dans le cadre d'un large marchandage entre contribution budgétaire et réforme des autres politiques européennes. Les dossiers sont liés mais ils doivent l'être dans la cohérence.

Au niveau budgétaire, il me semble primordial de préserver la marge prévue des 10 milliards d'écus à l'horizon 2006 pour la politique agricole. J'ai d'ailleurs de sérieux doutes quant à la viabilité du maintien du plafond du budget communautaire à 1,27% du PNB communautaire.

La réforme a d'ailleurs davantage été menée dans une logique budgétaire et de libéralisation des échanges qu'à la suite d'une profonde réflexion sur notre modèle agricole européen. On anticipe déjà les éventuelles concessions qu'on devrait faire dans les négociations OMC en 1999. Il faudrait avant tout réfléchir aux spécificités de l'agriculture en Europe et à la manière de les préserver dans le cadre de la libération des échanges, de sorte que des normes qualitatives, environnementales et sociales puissent être prises en compte.

Je pense en particulier à la réduction des prix de soutien dans les secteurs du lait, des céréales et de la viande bovine. Les réductions proposées par la Commission auront des répercussions importantes pour nos agriculteurs, surtout dans le secteur de la viande bovine. Pire, quatre pays ont proposé d'aller encore plus loin que la Commission en proposant

une diminution de 30% du prix de soutien du lait avec, à terme, l'élimination des quotas.

Je sais aussi que le Conseil des ministres de l'agriculture en parle ces jours-ci : le sujet était à l'agenda d'hier et d'aujourd'hui.

- **Président** : M. Eyskens

Compte tenu de toutes ces informations, M. le ministre peut-il me dire si la Belgique a adopté une position définitive et, si oui, quelles en sont les grandes lignes ? Qu'en est-il de l'état d'avancement des négociations européennes ? En particulier, que compte faire le gouvernement pour éviter la catastrophe dans le secteur bovin ? Qu'en est-il de la contre-proposition de réduction drastique du prix de soutien pour le lait ? Avons-nous des garanties que la marge des 10 milliards d'écus sera affectée à l'agriculture ? Comment le sera-t-elle ? Le gouvernement soutiendra-t-il le plafond budgétaire à 1,27% du PNB communautaire ? Quelle est la position des autres Etats membres sur cette matière ? Est-il indispensable de clôturer les réformes pour mars 1999, étant donné la complexité du dossier et les liens avec les autres dossiers de l'Agenda 2000 ?

Le **président** : La parole est au ministre.

M. **Derycke**, ministre des Affaires étrangères : Monsieur le président, chers collègues, monsieur Arens, nous avons pris contact avec la coordination P11 afin de pouvoir vous communiquer l'état actuel du dossier.

Au cours des derniers mois, une discussion détaillée a eu lieu au sein du Conseil agricole au sujet des propositions de la Commission. Dans un premier stade, les groupes de travail techniques ont abordé de manière approfondie les propositions législatives relatives aux organisations de marché des grandes cultures, de la viande bovine et du secteur laitier, au développement rural, ainsi que les aspects financiers et horizontaux de la réforme.

Ces travaux de clarification et de définition des problèmes ont permis au Conseil agricole d'aborder une prochaine phase de recherche de solution.

Les 23 et 24 novembre, le Conseil agricole était réuni pour discuter d'un projet de rapport qui devrait permettre d'identifier des orientations générales.

A cet stade, toutefois, la présidence voudrait éviter de préjuger de la position des Etats membres sur les modalités de financement.

Pour ce qui concerne le plafond des ressources propres, il existe, à l'exception de l'Espagne et dans une certaine mesure du Portugal, un consensus quant au maintien du plafond actuel de 1,27% du PNB des 15 Etats membres actuels.

Au niveau belge, un certain nombre de positions ont déjà été établies. En voici les éléments les plus importants.

Le secteur agricole est un secteur économique situé dans un contexte particulier, ce qui implique qu'il assume aussi des obligations sociétales particulières.

Pour lui permettre d'assumer ce rôle, les moyens financiers nécessaires doivent être mis à disposition. En conséquence, la ligne directrice agricole (croissance annuelle des moyens à 74% de la croissance PNB) doit être maintenue selon le mode de calcul actuel, en excluant donc le "rebasing".

Cette ligne directrice doit fournir les moyens nécessaires pour :

- 1° la politique agricole réformée;
- 2° les mesures vétérinaires;
- 3° les coûts portant sur les aspects agricoles du premier élargissement;
- 4° l'aide pré-adhésion pour l'agriculture et la politique rurale dans les pays candidats;
- 5° les mesures structurelles financées par le FEOGA, comme proposées par la Commission (objectifs 5a et 5b actuels).

La couverture de la ligne directrice serait donc élargie conformément aux propositions de la Commission.

Les marges restant sous la ligne directrice agricole - auxquelles M. le député Arens se réfère - devraient, d'un point de vue belge, être réservées :

1° à l'amélioration des propositions de la Commission en matière de fonctionnement des règlements du marché pour :

- les grandes cultures;
- le secteur laitier;
- la viande bovine;

2° à des mesures qui participent à l'amélioration du revenu agricole;

3° ainsi qu'à des incertitudes liées au fonctionnement de la politique des marchés au sein de l'Union à 15 et de la politique des marchés après l'élargissement.

Au stade actuel de la négociation, il n'est pas encore possible d'obtenir des engagements fermes de nos partenaires à ce sujet. Même le principe du glissement de la couverture de la ligne directrice ne fait pas encore l'objet d'un consensus au sein du conseil.

La Belgique peut s'accorder sur le principe des adaptations de prix et de l'aide compensatoire aux revenus, mais ne peut approuver les réductions de prix telles qu'elles ont été proposées par la Commission. Des négociations s'imposent sur les modalités.

La Belgique s'oppose à une renationalisation de la politique agricole commune.

En outre, il a été reconnu que la préparation de la position belge au sujet du nouveau round commercial de l'OMC, à lancer au cours de 1999, est urgente. Le ministre fédéral de l'Agriculture a été invité à proposer des éléments pour la position belge à ce sujet.

En ce qui concerne le secteur de la viande bovine, le ministre fédéral de l'Agriculture, M. Pinxten, a transmis, le 7 octobre, un memorandum au sujet du secteur belge de la viande bovine et de l'Agenda 2000. Ce memorandum est actuellement examiné par les services de la Commission. Je suis persuadé qu'il importe de trouver des solutions adéquates pour améliorer la situation du marché de la viande bovine tout en tenant compte des spécificités du marché belge. Il faut savoir que contrairement aux secteurs des grandes cultures et du lait, celui de la viande bovine traverse actuellement une crise grave.

Je constate par ailleurs - comme M. le député Arens - que les négociations au sein du conseil ne sont en effet que relativement peu avancées. J'ignore néanmoins en ce moment quels seront les résultats du Conseil agricole de ces 23 et 24 novembre.

Pour conclure, et tout en tenant compte de la complexité des propositions de l'Agenda 2000, je crois que la Belgique doit approcher les travaux au sein du conseil d'une manière constructive en vue d'un accord global en mars 1999. Un retard de la conclusion de ce dossier aurait des conséquences négatives, entre autres pour la continuité des politiques structurelles de l'Union. Ces politiques revêtent une importance croissante au sein de l'union économique et monétaire.

Le président : La parole est à M. Joseph Arens.

M. Joseph Arens (PSC) : Monsieur le président, je remercie le ministre pour sa réponse. Si j'ai bien compris, il existe un consensus au sein des pays en ce qui concerne le plafond du budget communautaire, à savoir 1,27% du PNB.

M. Derycke, ministre : Excepté que l'Espagne refuse actuellement et que le Portugal reste hésitant. Dès lors, s'il n'y a pas d'accord sur tout, il n'y a d'accord sur rien.

M. Joseph Arens (PSC) : L'unanimité est-elle nécessaire ?

M. Derycke, ministre : Oui.

M. Joseph Arens (PSC) : Vous avez bien précisé que le gouvernement belge s'opposait aux enveloppes, contrairement à des pays voisins comme le Grand-Duché de Luxembourg qui accepte certaines enveloppes nationales. La Belgique s'oppose donc tant aux enveloppes nationales sectorielles qu'à une renationalisation partielle de la politique agricole.

M. Derycke, ministre : Nous n'en sommes pas encore là. Pour le moment, la Belgique se prononce sur une question de principe, à savoir ne pas renationaliser.

M. Joseph Arens (PSC) : Quel que soit le montant des enveloppes ?

M. Derycke, ministre : C'est autre chose, les discussions ne sont pas encore suffisamment avancées à ce niveau. Il s'agit pour le moment d'une question de principe, si nous cédon sur un point, nous risquons de céder sur d'autres. Cela fait partie des négociations.

M. Joseph Arens (PSC) : Tout à fait. La renationalisation me semble être un pas dangereux pour l'évolution de l'Europe.

M. Derycke, ministre : C'est défendable à certains niveaux, mais...

M. Joseph Arens (PSC) : C'est peut-être défendable au niveau budgétaire mais pas nécessairement sur le plan de la construction de l'Europe.

M. Derycke, ministre : Cette discussion interviendra plus tard. Il faut d'abord savoir ce que les grands pays à vocation agricole pensent de la politique agricole. La situation actuelle est "imbuvable" pour les pays du Sud.

Le président : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Mondelinge vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de noodtoestand waarin het Afrikaans zich in het nieuwe Zuid-Afrika bevindt" (nr. 1479)

Question orale de M. Francis Van den Eynde au ministre des Affaires étrangères sur "la situation alarmante de l'afrikaans dans la nouvelle Afrique du Sud" (n° 1479)

De voorzitter : De heer Francis Van den Eynde heeft het woord.

De heer **Francis Van den Eynde** (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, officieel heet een vraag in de commissie "actualiteitsvraag". Ik wens te beklemtonen dat mijn vraag op 30 september werd ingediend zodat het begrip "actualiteitsvraag" in dit geval een beetje eufemistisch klinkt. Ik maak deze parenthesis omdat de bemerking belangrijk is voor de inhoud van mijn vraag.

De rechtsgrond waarop mijn vraag is gebaseerd, heeft betrekking op de systematische vertegenwoordiging van de Belgische regering - meestal door de eerste minister - op de *sommets* van de francophonie. Door haar aanwezigheid bewijst de regering dat zij belang hecht aan de verdediging en vrijwaring van de Franse taal. Alhoewel ik het ermee eens ben dat het Frans een belangrijke taal is in dit land, wens ik op te merken dat strikt demografisch gezien, *la langue de Molière* hier een minderheidstaal is.

Mijnheer de minister, ik ga ervan uit dat dezelfde belangstelling vanwege de regering ook bestaat voor het Nederlands, de taal van de meerderheid, of in

dit specifieke geval voor het Afrikaans, een "zuster- of dochtertaal" van het Nederlands. Sinds 1926 is het Afrikaans als aparte taal erkend. Alhoewel het Afrikaans de invloed van andere Europese en Aziatische talen zoals het Maleisisch heeft ondergaan en de grammatica lichtjes verschilt van het Nederlands, is het Afrikaans toch nauw verwant met onze moedertaal.

Niemand zal ontkennen dat het Afrikaans in Zuid-Afrika een belangrijke taal is. Niet alleen de meerderheid van de blanke gemeenschap, de Afrikaners maar ook de overgrote meerderheid van de Kaapse kleurlingen spreekt het Afrikaans. Bovendien is het Afrikaans de *lingua franca* van de verschillende zwarte volkeren.

Sinds het nieuwe bewind het in Zuid-Afrika voor het zeggen heeft, is het Afrikaans echter sterk in de verdrukking geraakt. Het Afrikaans is zo goed als verbannen van de openbare radio en televisie. Meer nog, onder het mom van de *affirmative actions* worden Afrikaanssprekenden dikwijls ontslagen en vervangen door ANC-aanhangers die het nieuwe bewind trouw steunen. Het regent maatregelen die de beleving van de Afrikaanse cultuur bemoeilijken, onder meer deze die de belangrijkste particuliere zender, radio Pretoria, zouden treffen.

Deze maatregelen waren de onmiddellijke aanleiding voor mijn vraag die dateert van 30 september. Ondertussen is er zoveel protest gerezen dat de maatregelen tijdelijk opgeschort zijn. Toch blijft de toestand van het Afrikaans precair.

Mijnheer de minister, de meerderheid van ons land spreekt een taal die nauw verwant is met het Afrikaans. Als de regering sterk bekommerd is over het lot van de francophonie in de wereld, moet zij ook bekommerd zijn over het lot van een taal die nauw aan de onze verwant is.

Mijnheer de minister, is de regering zich hiervan bewust? Heeft de regering, die bekommerd is om het Frans en deelneemt aan de vergaderingen van de francophonie, al initiatieven genomen om de taal van de Afrikaners, het Afrikaans, in Zuid-Afrika te vrijwaren, onder meer in overeenstemming met de verklaringen van de rechten voor de inheemse bevolkingen, die de minister van Buitenlandse Zaken ongetwijfeld niet vreemd zal zijn?

De voorzitter : De minister heeft het woord.

De heer **Derycke**, minister van Buitenlandse Zaken : Mijnheer de voorzitter, collega's, de vraag van de

heer Van den Eynde hangt samen met het verloop van de politieke situatie in Zuid-Afrika. Wij zijn wel op de hoogte van deze evolutie, die wij van nabij volgen. Zuid-Afrika telt een van de belangrijkste Belgische kolonies buiten Europa. De Belgische ambassade in Zuid-Afrika is in al haar verschillende geledingen belangrijk vertegenwoordigd.

Dat in 1994 democratische verkiezingen werden gehouden, werd door gans de wereld ten zeerste toegejuicht. Die verkiezingen hebben het mogelijk gemaakt dat het land een nieuw begin kende. Wij weten ook allemaal dat zowel in het verleden als nu dit niet zonder slag of stoot gaat. Het is een jong land dat zich hard weert, maar dat in een moeilijke omgeving werkt.

Het Frans is onbetwistbaar de belangrijkste taal in Frankrijk. Voor Zuid-Afrika geldt een totaal andere situatie. Het internationaal rechtsverkeer kent een aantal principes die moeten worden gerespecteerd. Het eerste principe is dat een vreemde regering zich uiteraard niet mengt in de binnenlandse aangelegenheden van een ander land, dus ook niet van de Zuid-Afrikaanse Republiek. Zuid-Afrika keurde in 1996 een nieuwe grondwet goed, die in Voorstuk II de rechten van de bevolkingsgroepen volledig waarborgt.

De noodtoestand waarvan u melding maakt, maakt volgens mij het voorwerp uit van de interne aangelegenheden en valt onder de soevereiniteit van dit land.

Hoe is de toestand in concreto? Er zijn twee fenomenen waar te nemen.

Ten eerste, het Afrikaans is niet alleen een van de talen van Zuid-Afrika. Het is ook een taal die in grote mate en procentueel gezien veel meer wordt gesproken in andere landen van zuidelijk Afrika, zoals bijvoorbeeld Namibië. In de Republiek Zuid-Afrika staat het Afrikaans pas op de zesde plaats. Het wordt bijvoorbeeld voorafgegaan door het Engels, het Xhosa en het Kwazulu. De Zuid-Afrikaanse regering moet binnen deze krijtlijnen zelf bepalen hoe zij de bescherming van de talen van de bevolkingsgroepen organiseert.

Ten tweede, wij mogen geen definitief oordeel vellen over het feit of het Afrikaans al dan niet definitief in de verdrukking komt. Ik kan me niet van de indruk ontdoen dat niet alleen het ANC, maar ook andere partijen het Afrikaans als de taal bij uitstek van de verdrukker werd beschouwd. De Zuid-Afrikaanse maatschappij verwerkt een louteringsproces.

Misschien zal binnen enkele jaren de houding die u aanklaagt en die wellicht geldt voor bepaalde elementen in die samenleving, nog wijzigen. De affiniteiten zullen dan misschien door de tand des tijds wat geheel zijn.

Wellicht bent ook u op de hoogte van bijvoorbeeld de samenwerkingsakkoorden tussen de Vlaamse regering en Zuid-Afrika. Ik juich dit toe als deze het Afrikaans dienen. Dit ligt ook mij na aan het hart. Het zou misschien nuttig zijn de daarvoor bevoegde minister te ondervragen over de plaatselijke toestand.

Een laatste element dat ik wil aanbrengen betreft uw vraag over de radio. Volgens de informatie van onze ambassade werd de wet inzake de radio-omroep nog niet goedgekeurd door het Zuid-Afrikaanse Parlement. Deze wet zou nog steeds worden besproken in de bevoegde commissie. Ik hoop hiermee voldoende elementen te hebben aangereikt om in dit moeilijke probleem enige duidelijkheid te brengen.

De **voorzitter** : De heer Francis Van den Eynde heeft het woord.

De heer **Francis Van den Eynde** (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn antwoord dat zoals gewoonlijk uitgebreid en *ad rem* was. Ik ben het daarom niet eens met al wat hij zegt, maar dat is een andere zaak.

Mijnheer de minister, in de eerste plaats herhaal en beklemtoon ik dat deze vraag van 30 september 1998 dateert. Ondertussen is de dreiging voor radio Pretoria inderdaad minder acuut geworden. Vermits deze vraag echter twee maanden geleden werd ingediend, zult u mij dat niet kwalijk nemen.

Ik weet dat u de situatie in Zuid-Afrika op de voet volgt. In een interview in een zaterdageditie van De Morgen - ook ongeveer twee maanden geleden - met betrekking tot Congo, noemde u de toestand in Zuid-Afrika zeer hachelijk, maar u dacht toch niet aan de evacuatie van onze landgenoten. Dit is mij bijgebleven. Ik kan het u niet kwalijk nemen dat u zich niet wil mengen in binnenlandse aangelegenheden elders, maar wens erop te wijzen dat er een tijd is geweest dat men minder schroom aan de dag legde voor de binnenlandse aangelegenheden van Zuid-Afrika. Hoe dan ook, u erkent dat de situatie van het Afrikaans er niet te best uitziet. Ik meen dat dit ongeveer de vertaling van uw woorden is. De situatie van het Afrikaans is bijna hachelijk te noemen. U wil de evolutie afwachten. Alles

evolueert inderdaad. Toch wil ik ervoor waarschuwen dat te lang aarzelen kan leiden tot een te laat reageren.

Tot slot onderstreep ik dat dezelfde vragen uiteraard ook in het Vlaams Parlement aan de betrokken Vlaamse minister werden gesteld.

De **voorzitter** : De minister heeft het woord.

Minister **Derycke** : Mijnheer Van den Eynde, u zult het met mij eens zijn dat de vroegere interventies toch wel heel andere principes betroffen dan taalprincipes, hoe na taal mij ook aan het hart ligt. Vermits Zuid-Afrika mij echter blijft interesseren en boeien, maak ik altijd van de gelegenheid gebruik om met de heer Van Schalkwijk van de Nationale Partij te spreken. Hij is een boeiend man en wellicht iemand die in de toekomst een brugfunctie kan vervullen. Dat hoop ik toch voor Zuid-Afrika. Uit mijn gesprekken met die man maak ik op dat het Afrikaans als taal niet in het gedrang komt. Het is natuurlijk wel zo dat het Afrikaans zijn bevoorrechte status van voor de onafhankelijkheid duidelijk verliest.

Ten slotte wens ik te beklemtonen dat Zuid-Afrika op dit ogenblik andere prioriteiten heeft die veeleer te maken hebben met een totale maatschappijvisie en met de economische problemen.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Alfons Borginon aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de mogelijkheid van een militaire aanval op Irak" (nr. 1625)

Question orale de M. Alfons Borginon au ministre des Affaires étrangères sur "l'éventualité d'une attaque militaire de l'Irak" (n° 1625)

De **voorzitter** : De heer Alfons Borginon heeft het woord.

De heer **Alfons Borginon** (VU) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, de problematiek van een mogelijke aanval op Irak kwam reeds eerder aan bod, onder meer tijdens het minidebat in het halfroond.

Mijnheer de minister, ik wens een dissonante stem te laten horen in het koor van degenen die de keuzes van de Amerikanen klakkeloos overnemen. Als de internationale gemeenschap en de bevoegde instellingen vaststellen dat

een land een aantal verplichtingen niet naleeft en een potentiële bedreiging is voor de vrede in een groot gebied of op wereldniveau moet ons land zijn verantwoordelijkheid opnemen en zo nodig deelnemen aan diplomatieke en militaire acties. Dat ons land verondersteld wordt te denken wat *big brother* heeft voorgedacht, gaat echter te ver. Ik kan niet aanvaarden dat het parlement dat de uitvoerende macht moet controleren, niet grondig wordt geïnformeerd zodat het onmogelijk is om te oordelen of Irak het internationaal recht heeft geschonden en een potentiële bedreiging is voor de wereldvrede.

Mijnheer de minister, ik kan mij niet van de indruk ontdoen dat dictators met de internationale gemeenschap een spelletje jojo spelen. Nu eens komen zij de eisen van de internationale gemeenschap een beetje tegemoet, dan weer nemen ze een strakke positie in. Als de internationale gemeenschap met aanvallen dreigt, versoepelen de dictators eventjes hun houding om ze nadien opnieuw te verstrengen. De gelijkenis tussen de houding van Saddam Hoessein en die van Milosevic is treffend.

Mijnheer de minister, ik wens drie vragen te stellen.

Ten eerste, wat is de officiële Belgische positie ten opzichte van de potentiële dreiging van de Verenigde Staten ?

Ten tweede, kent u de concrete inhoud van de militaire plannen van de Verenigde Staten en Groot-Brittannië ?

Ten slotte, over welke concrete elementen beschikt u om te besluiten dat de huidige toestand in Irak een reële bedreiging is zodat een militair ingrijpen verantwoord is ?

De **voorzitter** : De minister heeft het woord.

De heer **Derycke**, minister van Buitenlandse Zaken : Mijnheer de voorzitter, collega Borginon, ik dank u voor uw vraag want zij geeft mij de kans een laatste stand van zaken op te maken met betrekking tot dit probleem dat de internationale opinie steeds weer beroert en potentieel zeer gevaarlijke consequenties heeft. Gelukkig is het deze keer niet tot bombardementen gekomen, maar het heeft weinig gescheeld.

Ik zal even de context in herinnering brengen. Vijf data zijn hierbij van belang. Op 23 februari 1998 ondertekende Kofi Annan in Bagdad een akkoord met de Irakese leiding in verband met de UNSCOM-inspecties. Hierdoor werd een einde gesteld aan de

eerste UNSCOM-crisis en kon een militaire confrontatie tussen Irak en een door de VS en Groot-Brittannië geleide internationale coalitie worden afgewend. Zoals u weet werd toen ook aan ons land gevraagd een fregat in te zetten, dat tot in de Middellandse Zee meevoer. Mijns inziens was dat een geslaagd initiatief. Bij die gelegenheid werd ook een aantal maatregelen genomen inzake de samenstelling van de inspectieteams omdat Saddam Hoessein ze te Amerikaans vond. We hebben twee specialisten terzake aangeboden. Een van hen is overigens actief in het huidige team. De tweede persoon staat vermeld in de *shortlist* en zal wellicht ook worden opgeroepen. Deze mensen zijn gespecialiseerd in biologische wapens en oorlogvoering, een van de pijnpunten in de huidige discussie.

Het akkoord omvatte drie elementen: het hervatten van de inspecties met een bijzondere formule voor de inspectie van de acht presidentiële paleizen, de bevestiging door Irak dat het zich bij alle VN-veiligheidsresoluties zou neerleggen en dat het onmiddellijk, onvoorwaardelijk en onbeperkt toegang zou verlenen tot UNSCOM en de mogelijkheid tot een toekomstige opheffing van de sancties, gebonden aan een strakke naleving van de resoluties. Men had het hier evenwel nog maar over een "mogelijke" opheffing.

Op 5 augustus 1998 besloot Bagdad tot het opschorten van de samenwerking met UNSCOM en met AIAE voor het aspect kernwapens en tot een inkrimping van het toezicht en de verificatie-activiteiten op de toegankelijke sites.

Op 9 september 1998 keurde de Veiligheidsraad bij unanimité een nieuwe resolutie goed. Ik zal de kernpunten van deze resolutie geven. Vanaf oktober 1998 wordt de geregelde herziening van de noodzaak tot het handhaven van sancties, die de Veiligheidsraad om de zestig dagen verricht, opgeschort. De herzieningsprocedure wordt niet opnieuw aangevat, tot Irak terugkomt op zijn beslissing, die in strijd is met het Memorandum dat Kofi Annan op 23 februari in Bagdad afsloot met de Iraakezen. Er komt een globaal onderzoek - een *comprehensive review* volgens de tekst - van de naleving door Irak van zijn verplichtingen, zodra het land de samenwerking hervat en blijkt geeft van zijn bereidheid tot het nakomen van al zijn verplichtingen, zowel ten aanzien van UNSCOM als van AIAE.

Het grote verschil met de beslissing van februari is dat men niet spreekt over een toekomstige opheffing maar dat men

duidelijk bepaalt dat er een *comprehensive review* komt, waarbij de Veiligheidsraad zich ertoe verbindt de opheffing van de sancties te overwegen mits respect van de regels zoals bepaald in het akkoord met Kofi Annan.

Wij bevinden ons dus in een situatie, waarin niet alleen de *stick*, maar ook de *carrot* veel groter en interessanter is en zou moeten zijn.

Op 31 oktober gaat Irak een stap verder en beslist het tot de volledige opschorting van de samenwerking. Deze beslissing wordt unaniem veroordeeld, ook door Frankrijk en Rusland, die het nu ook op de heupen krijgen. Op 5 november neemt de Veiligheidsraad, opnieuw bij unanimité, een nieuwe resolutie aan met een duidelijke boodschap: de veroordeling van de beslissing van Irak; de eis dat Irak onmiddellijk en zonder enige voorwaarde terugkomt op de beslissing van 31 oktober en 5 augustus; de herbevestiging van zijn steun aan UNSCOM en AIAE; de herbevestiging van de secretaris-generaal voor de integrale uitvoering en de herbevestiging - ook niet onbelangrijk - van de bereidheid om tot een *review* van het sanctieregime over te gaan als Irak hiertoe de voorwaarden schept.

In tegenstelling tot de februaricrisis heeft de crisis die zich in oktober-november heeft afgewikkeld, geen intens diplomatiek verkeer teweeggebracht. Kofi Annan beperkte er zich toe telefonisch contact op te nemen met Bagdad en een van zijn adjuncten naar Irak te sturen. Hij maakte evenwel van bij het begin duidelijk dat hij niet nogmaals naar Bagdad zou reizen. Rusland en Frankrijk voelden zich, net als Kofi Annan, verraden door Saddam Hoessein. Zij hebben Bagdad duidelijk gemaakt dat ze geen tweede keer voor de Iraakse kar zouden kunnen worden gespannen. Van Arabische zijde kan de Iraakse leiding op weinig sympathie rekenen. De acht Arabische landen - Syrië, Egypte en de zes Golfstaten - riepen in een gezamenlijke verklaring Irak op om op zijn beslissing terug te komen en de samenwerking met de Verenigde Naties te herstellen. In niet mis te verstane bewoordingen verklaarden zij dat de Iraakse leiding de volle verantwoordelijkheid zou dragen voor haar onaanvaardbare houding en dus van haar impliciete goedkeuring met een eventuele militaire actie vanwege de Verenigde Staten.

Collega's, ik denk te mogen zeggen dat het sinds het begin van de Golfoorlog geleden was dat Saddam nog zo geïsoleerd was geweest. Aan Amerikaanse en in mindere mate aan Britse

kant werd nogmaals geopteerd voor *diplomacy backed by force*, opnieuw met succes en opnieuw vooraleer tot militaire actie diende te worden overgegaan.

Wat deed België terzake? Op 12 november heeft president Clinton met onze eerste minister gebeld. Van Amerikaanse zijde werd alleen een beroep gedaan op onze politieke solidariteit. Een militaire bijdrage tot de internationale militaire interventie-macht werd niet gevraagd. Het was toen reeds duidelijk dat de Verenigde Staten geen beroep zou doen op enige buitenlandse militaire bijstand, met uitzondering van die van Groot-Brittannië. President Clinton legde er de nadruk op dat het erop aankwam de geloofwaardigheid van de Verenigde Naties met alle middelen, inclusief de dreiging met militair geweld en desnoods met inzetten ervan, te vrijwaren. België zegde zijn steun toe aan deze politieke aanpak. Eerste minister Dehaene wees erop dat alle mogelijke druk moet worden aangewend, waarbij militaire interventie alleen als middel van laatste toevlucht kan gelden en wanneer geen ander alternatief meer voorhanden is. Onze eerste minister heeft daar alleen herhaald wat de Europese Unie drie dagen eerder had beslist in de Raad voor de Algemene Zaken.

België werd niet op de hoogte gebracht van de aanvalsplannen, opgesteld door de Verenigde Staten en Groot-Brittannië. Wel laat de concentratie van militaire eenheden vermoeden dat werd gedacht aan een beduidende - in het Engels *significant* - militaire operatie om Irak tot samenwerking met UNSCOM en AIAE te dwingen.

Betreffende het concrete element, waarover België en de internationale gemeenschap beschikken om te besluiten dat de situatie in Irak nog altijd een bedreiging is, wens ik te verwijzen naar de verslagen van UNSCOM. Enerzijds heeft UNSCOM in de afgelopen zeven jaar reeds heel wat bereikt, maar anderzijds, moet worden toegegeven dat nog een aantal netelige vragen onopgelost blijven.

Tot nu toe werden door UNSCOM 38 000 chemische wapens, 480 000 liter producten voor de aanmaak van chemische wapens en 48 raketten vernietigd, evenals 30 speciale missielen voor chemische en bacteriologische wapens.

Tevens heeft UNSCOM uitgemaakt dat Irak 19 000 liter botulium, 8 400 liter anthrax en 2 000 liter aflatoxine, dat leverkanker veroorzaakt, heeft geproduceerd. Deze lijst is niet exhaustief.

Men vroeg of UNSCOM nog nut heeft. Het antwoord van de Veiligheidsraad luidde unaniem bevestigend. Hoewel de laatste jaren vooruitgang werd geboekt met het opsporen en vernietigen, blijven een groot aantal wapens en chemische "voorlopers" tot op heden echter spoorloos of onverklaard. Met andere woorden, men heeft geen verklaring over de manier waarop ze verwerkt of verbruikt zouden zijn. Ik geef u enkele voorbeelden. 31 000 stuks munitie voor chemische wapens, 4 000 ton chemische voorlopers en 600 ton voorlopers voor de productie van VX-zenuwgas zijn spoorloos of onverklaard. Met de 600 ton voorlopers kan men 200 ton VX-zenuwgas produceren, genoeg om de voltallige wereldbevolking uit te roeien. 17 ton aanmaakproducten voor biologische wapens zijn eveneens spoorloos. Ook deze lijst in niet exhaustief. Sluitende verklaringen vinden voor deze ontbrekende wapens en chemische en bacteriologische voorlopers, ze opsporen en vernietigen vormt in de eerste plaats het werk van UNSCOM. Dat is de kern van de zaak.

Wij mogen niet uit het oog verliezen dat Saddam Hoessein en niemand anders hiervoor verantwoordelijk is. De laatste achttien jaar was er tien jaar oorlog en werden er gedurende zeven jaar door de VN sancties opgelegd. Hij ontketende in die tijd twee oorlogen : de eerste door Iran binnen te vallen en de tweede door Koeweit te bezetten. Tijdens deze periode heeft hij niet gearzeld massavernietigingswapens te gebruiken, zowel tegen Iran als tegen de Koerdische bevolking in Noord-Irak.

Tijdens de laatste Raad hebben wij grondig gediscussieerd over het sanctie-regime. Dit houdt het parlement terecht voortdurend bezig. Vorige week heb ik er nog een vraag over gekregen. Men kan op dit vlak heel wat ethische vragen stellen en bijna alle Westerse regeringen doen dat ook. Wij hebben Robin Cook, die duidelijk meer weet dankzij de nauwe relatie met de Amerikanen, aan de tand gevoeld en gevraagd wat de relatie was met alle olie die kan worden opgepompt en die bij een normaal debiet volstaat om de bevolking voedsel, kleding en medische verzorging te verschaffen. Eens te meer bleek daarbij dat er een gigantische fraude bestaat en dat de Iraakse regering haar hulpprogramma's, die ze met de verkregen sommen kan verwezenlijken, op een ongelooflijk lichtzinnige wijze wil laten invullen door het Westen. Het is zeer cynisch, maar Robin Cook vertelde dat bij de laatste bestelling in het kader van "Food for Oil" allerlei

borstprotheses werden gevraagd evenals cosmetische middelen voor chirurgische ingrepen. Waarschijnlijk dient dit alles voor de "superklasse" in Irak. Als men de blijvende ellende ziet waarin de bevolking verkeert, getuigt dit van het nodige cynisme.

Dit brengt mij tot het laatste element. Het is niet zomaar een "carrot and stick-politiek"; er hangt wel duidelijk een carrot voor de stick in de zin dat wanneer hij aan de gestelde voorwaarden voldoet, men wel degelijk besprekingen opent voor de *comprehensive review* die kan leiden tot een gedeeltelijke of volledige opheffing van de sancties. Dit is niet om het even wat. Het gaat om een resolutie van de Veiligheidsraad, waaraan ook België gehouden kan zijn. De bekommerning van de heer Borginon is dan ook terecht. Indien zou blijken dat de Amerikanen zelf de beslissingen van de Veiligheidsraad niet uitvoeren, rijst er inderdaad een ernstig probleem. Zover zijn wij echter nog niet.

De voorzitter : De heer Alfons Borginon heeft het woord.

De heer Alfons Borginon (VU) : Mijnheer de voorzitter, ik wens nog drie punten te formuleren.

Ten eerste, mijn principiële bemerking blijft. Mijnheer de minister, in zekere zin verbindt u zich, minstens op diplomatiek vlak, om een eventuele militaire operatie te steunen, zonder eigenlijk kennis te hebben van de draagwijdte van hetgeen waartoe u zich verbindt. Wat als de Amerikanen op een bepaald ogenblik overwegen en beslissen om kernwapens in te zetten ? Dit is misschien absurd en zal wellicht niet gebeuren, maar ik tracht daarmee aan te tonen dat er een probleem is van soevereiniteit en kennis.

Ten tweede, u gaf indrukwekkende cijfers omtrent de chemicaliën die werden vernietigd door toedoen van UNSCOM. Hoewel het voor een leek in de chemie moeilijk is deze cijfers juist in te schatten, ben ik er toch van overtuigd dat het om ernstige hoeveelheden gaat. Ik meen dan ook dat het UNSCOM-project moet worden voortgezet en dat dit indien nodig met sancties moet kunnen worden afgedwongen.

Ten derde, een factor waarover u niet sprak, is dat volgens de Amerikanen de heerser van het land aan de basis ligt van het probleem in Irak en dat zolang men er niet in slaagt de man en zijn regime elke macht te ontfangen, het probleem zal blijven bestaan. Dit is wellicht de reden waarom de Amerikanen telkens bereid zijn om zware en

dure militaire middelen in te zetten. Ik betwijfel echter of de gevoerde politiek efficiënt is, omdat het alternatief voor het regime van Saddam waarschijnlijk een islamitisch-fundamentalistisch regime is. Ik vraag mij af of wij aldus niet de pest door de cholera vervangen. Dit maakt echter deel uit van een ander en breder debat, dat wellicht tijdens de komende weken zal worden gevoerd in het kader van andere interpellaties.

De voorzitter : De minister heeft het woord.

Minister Derycke : Mijnheer de voorzitter, er zit enige waarheid in wat de heer Borginon heeft naar voren gebracht.

Twee problemen geven aanleiding tot de houding van de Amerikanen in deze aangelegenheid : het eerste situeert zich op het algemene vlak, het tweede meer specifiek op de Golf.

Saddam Hoessein vormt voor de hele wereld een enorme storende factor in de poging om meer greep te krijgen op wat in de Golf gebeurt. Om economische redenen zijn de Amerikanen er sterk aanwezig. Ook voor andere landen spelen zware economische redenen. Behalve vanwege het Verenigd Koninkrijk worden de Amerikanen met kritiek overladen en krijgen zij weinig directe steun. De Amerikanen geven er dan ook de voorkeur aan dat de zaak-Saddam Hoessein wordt opgelost, omdat dit hun positie bij de andere Arabische landen zou verbeteren. Bovendien zou dit toelaten het globale probleem van het integrisme gemakkelijker te benaderen.

We moeten verschrikkelijk opletten wat onze houding tegenover de Amerikanen in de toekomst betreft. U hebt even het probleem van de legitimiteit aangeraakt. Dit is een probleem dat ons enorm bezighoudt. In het onderhoud dat ik met Fischer had over het nieuwe verdrag van Washington is dit eens te meer ter sprake gekomen. Wie A zegt, moet echter ook B durven te zeggen. Door het feit dat Europa steeds minder zijn verantwoordelijkheid neemt, zijn de Amerikanen steeds vaker geneigd deze verantwoordelijkheid op zich te nemen. Zij hebben steeds meer de neiging alleen of met de NAVO de zaken te regelen. Als Europeanen hebben wij daaraan geen boodschap. Men kan in eerste instantie tegen het optreden van de Amerikanen zijn, maar we hebben in Europa wel te kampen met een ernstig probleem. Vorige week is voor het eerst sinds jaren weer enige bewustwording gegroeid dat Europa iets moet doen aan zijn defensie-identiteit. Dit heeft enorm verstrekende gevolgen.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Hugo Van Dienderen aan de minister van Buitenlandse Zaken over "het ontgoochelend stemgedrag van België in de Verenigde Naties over kernwapenresoluties" (nr. 1633)

Question orale de M. Hugo Van Dienderen au ministre des Affaires étrangères sur "la prise de position de la Belgique aux Nations unies concernant les résolutions relatives aux armes nucléaires" (n° 1633)

De **voorzitter** : De heer Hugo Van Dienderen heeft het woord.

De heer **Hugo Van Dienderen** (ECOLO-AGALEV) : Mijnheer de minister, ik wil eerst en vooral een link leggen naar de vorige vraag. In beide gevallen gaat het om massavernietigingswapens. Kernwapens behoren namelijk ook tot deze categorie. Wij groenen zijn tegen alle soorten van massavernietigingswapens : zowel biologische, chemische wapens als kernwapens.

Ik stel vast dat men in het geval van Irak via het sturen van UNSCOM en het treffen van economische sancties massavernietigingswapens tracht te liquideren. En met succes trouwens ! In het andere geval stel ik toch vast dat een aantal staten op deze planeet over een ander soort van massavernietigingswapen - kernwapens meer bepaald - beschikken.

Een cijfer is volgens mij heel frappant. Als alle afspraken over de reductie van kernwapens zouden zijn uitgevoerd, zitten we nog met een globale vuurkracht van 720 keer de vuurkracht die in de Tweede Wereldoorlog en de oorlogen in Korea en in Vietnam werd gebruikt. Landen die over deze wapens beschikken, worden niet gecontroleerd via een commissie en ze worden ook niet op economisch gebied geboycot. Sta me toe erop te wijzen dat de Belgische regering zich in dit geval aan een grote incoherentie schuldig maakt.

Tot zover mijn inleidende principiële vergelijking.

In de algemene vergadering van de Verenigde Naties staan twee resoluties op de agenda die initiatieven bepleiten om de kernwapens weg te krijgen. Eén van de twee is van acht landen die zich de New Agenda Coalition (NAC) noemen. De Europese lidstaten, Ierland en Zweden zijn erbij.

In dit dossier is er, gelukkig, een lichtpunt. 12 Europese NAVO-lidstaten hebben zich bij de stemming in het First Committee over de NAC-resolutie onthouden. Dat lichtpunt is aan de Duitse Grünen te danken. Joschka Fischer, de groene Duitse minister van Buitenlandse Zaken, die u daarnet nog hebt vernoemd en waarmee u zo mooi op een persfoto stond, heeft alle zeilen moeten bijzetten om steun te krijgen voor de onthoudingen. België heeft zich inderdaad tot het laatste ogenblik op de vlakte gehouden. Ons land werd volgens degenen die deze zaak op de voet volgen, onder andere in New York, gekenmerkt door een compleet passieve houding. Uiteindelijk heeft enkel Turkije, net zoals de kernwapenstaten, tegengestemd.

Alleszins is het een lichtpunt dat de onthoudingen er gekomen zijn ondanks de sterke inspanningen van de Amerikanen om ze te verhinderen.

Ik blijf wel met de principiële vraag zitten waarom wij een resolutie die onderhandelingen beoogt voor de eliminatie van de kernwapens niet kunnen goedkeuren. De tekst is immers niet anders dan een parafrase van artikel 6 van het non-proliferatieverdrag dat België wel heeft ondertekend, en van de historische uitspraak van het Internationaal Gerechtshof in Den Haag over nucleaire wapens.

Mijnheer de minister, u antwoordde op de schriftelijke vraag nr. 140 van 10 augustus jongstleden dat België voorstander is van nucleaire ontwapening, maar dat het initiatief bij de kernwapenstaten ligt. Eigenlijk schuift u de verantwoordelijkheid van u af. Nochtans, het Internationaal Gerechtshof heeft gesteld dat onderhandelingen over de eliminatie van de kernwapens een zaak zijn van alle staten. Ik voeg daaraan toe dat die stelling zeker opgaat voor de staten die zoals België kernwapens op hun grondgebied hebben, zelfs als ze er geen eigenaar van zijn. Dat moet er ons zeker toe aanzetten om dergelijke initiatieven te steunen.

Tot nog toe hebben de kernwapenstaten zelf nooit stappen gezet in de richting van zo'n omvattende onderhandelingen. Ook al zijn ze daartoe verplicht door het Non-Proliferatie Verdrag.

Ik vind het overigens opmerkelijk dat de nieuwe NAVO-lidstaten zich niet hebben aangesloten bij de Europese bondgenoten die zich hebben onthouden. Zij hebben tegengestemd. Polen en Tsjechië hebben inderdaad op het rode stemknopje gedrukt. Zij wilden de beste leerlingen zijn in de Amerikaanse NAVO-klas. Slovenië, een van de 8

oorspronkelijke *new agenda coalition*-partners, heeft onder Amerikaanse druk zijn ja-stem veranderd in een onthouding. Slovenië is kandidaat voor de NAVO. Ook de andere kandidaten voor de NAVO hebben zich pal achter het Amerikaanse standpunt geschaard.

Op het ogenblik probeert Pol d'Huyvetter, een lid van de organisatie Voor Moeder Aarde, het standpunt van België te beïnvloeden door een hongerstaking. Hij wil een signaal van u, mijnheer de minister, dat België de uitschakeling wil van de krachtigste massavernietigingswapens die er zijn, namelijk de atombommen. Welke boodschap hebt u voor hem ?

Mijnheer de minister, ik kom tot mijn andere vragen. Waarom heeft België de initiatieven om te komen tot een kernvrije wereld, niet goedgekeurd en zich slechts onthouden ?

Het ging hierbij nog maar om de stemming in het First Committee. In de loop van de volgende maand zal deze materie aan de algemene vergadering van de Verenigde Naties worden voorgelegd. Hoe zullen wij dan stemmen ? Zullen wij ons in dit dossier wat minder passief opstellen ? Wij moeten de nieuwe NAVO-bondgenoten en toekomstige kandidaten tonen dat de Europese lidstaten van de NAVO eensgezind zijn. Wij moeten ons hierbij op de lijn plaatsen van Joschka Fischer en ons onthouden.

Welke betekenis geeft de minister aan de onthouding op de NAC-resolutie ?

Naar aanleiding van een artikel dat vandaag in de krant is verschenen, zou ik graag nog een bijkomende vraag stellen. Ik heb met veel genoegen gelezen dat de Duitse groenen, die 6% van de stemmen hebben gekregen, er niet enkel in slagen 12 NAVO-onthoudingen te realiseren, maar bovendien de strijd aanbinden tegen het *first use*-principe van de NAVO. Zij pleiten voor een *no first use*. Zoals Rusland en China zal de NAVO moeten verklaren nooit als eerste kernwapens te gebruiken. Dit is toevallig ook het standpunt geweest van de SP. Zal de minister enkel met Joschka Fischer op de foto gaan staan of zal hij samen met hem de *first use* binnen de NAVO bestrijden en ervoor zorgen dat er een *no first use*-verklaring komt. Ik besef dat zijn Amerikaanse vrienden dit niet graag zullen hebben. Maar het gaat hierbij om de bevrijding van onze planeet voor het verschrikkelijkste wapen dat ooit is uitgevonden.

De voorzitter : De minister heeft het woord.

De heer **Derycke**, minister van Buitenlandse Zaken : Mijnheer de voorzitter, de heer Van Dienderen herhaalt een aantal vragen uit vroegere mondelinge vragen of interpellaties. Hij kan dan ook vermoeden wat mijn antwoord hierop zal zijn.

Het verwijt dat België niet actief genoeg is geweest, verbaast mij. "Waarom zou ik dan zo hard hebben gevochten om onze ambassadeur Mernier het voorzitterschap van de eerste commissie te doen krijgen. Hij heeft dit voorzitterschap zonder slag of stoot gekregen, wat in vele landen blijkbaar de indruk heeft gewekt dat België een voorzichtige progressieve, maar goede politiek heeft gevoerd. Men zou ambassadeur Mernier anders immers niet hebben aanvaard. Deze man heeft in de ontwapeningsconferentie van Genève zeer veel gerealiseerd. Bovendien heeft hij het nieuwe voorstel gelanceerd om de kernmachten in Genève rond de tafel te krijgen. Het is immers daar dat de beslissingen zullen worden genomen. Men moet het onderscheid leren maken tussen een resolutie en het echte politieke werk, waarbij men overgaat tot daden. In New York zal wellicht geen vooruitgang worden geboekt, hoewel deze bijeenkomst ongetwijfeld van symbolisch belang is. De feitelijke onderhandelingen zullen in Genève, samen met de kernmogendheden plaatsvinden. België moet alles in het werk stellen om het terrein voor te bereiden.

De heer Van Dienderen zegt dat de aarde 720 maal kan worden vernietigd. Dit is inderdaad zeer veel, maar men mag niet vergeten dat het vroeger 5 000 maal was. Er is dus blijkbaar toch hoop. Ik kan enkel betreuren dat alles niet wat vlugger gaat. Het lijkt mij veel belangrijker Star II te laten ratificeren en over te gaan naar Start III, dan windmolengevechten te voeren die wij momenteel nog niet kunnen winnen.

Wat de resolutie in verband met Maleisië betreft, kan ik zeggen dat ik veel respect heb voor landen zoals Maleisië, maar dat in deze resolutieslag ook veel opportunisme schuilt.

Ik heb vorige week gedurende een uur een constructief gesprek gevoerd met vertegenwoordigers van Abolition 2000. Over sommige onderwerpen gingen wij niet akkoord. Dat zou overigens spijtig zijn voor hen omdat de zin van hun activiteit hiermee zou verdwijnen. Wellicht is dit ook hun uiteindelijke bedoeling.

Ik heb hen en hun juristen uitgenodigd om, samen met onze juristen, over de feitelijke draagwijdte van gedachten te wisselen. Immers, naargelang van de klok die men hoort, luidt de boodschap verschillend. Terzake heb ik geen vooroordelen. Ik wil die discussie uitputten, eventueel aangevuld met de mening van professoren.

Een andere zaak is het gedrag van Polen, Tsjechië en Hongarije. Zij zullen lid worden in april. Zij willen duidelijk de eerste van de klas zijn. Het voorstel van België, in tempore non suspecto, om als voorafgaandelijke voorwaarde voor de toetreding van die drie landen tot een gedenucleariseerde zone in Oost-Europa te komen, was niet zo slecht. Het is eerst door de Amerikanen weggewuifd. Nadien werd het door de Amerikanen zelf in een geamendeerde versie voorgesteld en opgenomen in de voorwaarden.

Inzake de resolutie was er heel zware druk van onder meer Ierland en Zweden. U zult moeten toegeven, collega, dat de positie van Ierland en Zweden vrij vreemd is maar natuurlijk principieel veel gemakkelijker te bepleiten is inzake een positieve houding ten aanzien van deze resolutie.

Bovendien zullen Zweden en Ierland - maar daarover moeten zijzelf in alle wijsheid kunnen oordelen - vroeg of laat toch moeten beslissen welke weg zij in Europa en in de verschillende defensiegenootschappen zullen volgen. De manier waarop zij nu angstvallig de neutraliteit willen blijven aankleven, is niet houdbaar. Daardoor kunnen zij echter, deels terecht, behoorlijk grote sier maken en zich voordoen als de grote vredestichters van de wereld. Ik meen wel dat iedereen op dat vlak eerlijke bedoelingen heeft.

Wij hebben dit probleem inderdaad met Joschka Fischer besproken. Met de diplomaten, die terzake heel voorzichtig zijn, en met het voorzitterschap hebben wij lang beraadslaagd. Mijn standpunt is steeds geweest dat, als wij voldoende steun krijgen, België zich zal onthouden. Wij kunnen incentives uitdelen om ons standpunt bij te treden wat, naar mijn mening, ook is gebeurd.

U hebt zelf gezegd dat het een eerste stap is. Volgens mij is het een eerste belangrijke symbolische stap op de weg van de geleidelijkheid. Dat dit de Amerikanen niet erg zint is een feit, maar ik denk dat zich in Europa duidelijk een andere houding zal aftekenen.

Ik kom tot het laatste punt. De *no first use* zal precies het discussiepunt zijn voor het nieuw strategisch concept in de NAVO.

De voorzitter : De heer Hugo Van Dienderen heeft het woord.

De heer **Hugo Van Dienderen** (ECOLO-AGALEV) : Mijnheer de minister, ik wil toch opmerken dat het ene massavernietigingswapen niet het andere is.

Uw uitspraak dat België zich bij de stemming zal onthouden als voldoende andere volgen, illustreert natuurlijk mijn stelling dat België absoluut niet het voortouw heeft genomen in dit debat en niet op een actieve manier heeft gezocht naar gelijkgezinde landen die ook afstand willen nemen van de huidige door de Amerikanen gedomineerde nucleaire NAVO-doctrine en meer de lijn willen volgen van wat het internationaal recht, zoals geïnterpreteerd door het Internationaal Gerechtshof van Den Haag, voorstelt.

Het antwoord op mijn laatste vraag in verband met het standpunt van Duitsland was wel erg beperkt. In het regeerakkoord van Duitsland staat dat alle initiatieven om massavernietigingswapen te elimineren, zullen worden gesteund. Ik vind het heel knap van onze Duitse groene vrienden dat zij die zin in het regeerakkoord hebben kunnen laten opnemen.

Volgens Duitsland zal dit worden geconcretiseerd in de *no first use*. Dat standpunt moet uit de Amerikaanse NAVO-doctrine verdwijnen. Is dat ook het Belgische standpunt ? Zult u Joschka Fischer steunen ? Zult u samen met hem zoeken naar een draagvlak - in de eerste plaats in de Europese niet-kernwapens bezitters binnen de NAVO - om dit standpunt tot het standpunt van de hele alliantie te maken ?

De voorzitter : De minister heeft het woord.

Minister **Derycke** : Mijnheer de voorzitter, over die laatste vraag heeft de regering nog geen beslissing genomen. Ik kan daarop dus niet antwoorden. De onderhandelingen zijn nog volop bezig.

De voorzitter : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

- De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.50 uur.

- La réunion publique de commission est levée à 15.50 heures.